



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Épinal, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EST ARGENT

Parc d'activités

BP 22

88470 Saint-Michel-sur-Meurthe

Références : S-24-346RP

Code AIOT : 0006202478

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2024 dans l'établissement EST ARGENT implanté Parc d'activités BP 22 88470 Saint-Michel-sur-Meurthe. L'inspection a été annoncée le 23/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du contrôle du respect d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n° 1287/2023/DREAL/UD88 du 28 novembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EST ARGENT
- Parc d'activités BP 22 88470 Saint-Michel-sur-Meurthe
- Code AIOT : 0006202478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EST ARGENT exploite à Saint-Michel-sur-Meurthe des installations de collecte/transit/regroupement de déchets non dangereux et dangereux ainsi qu'une installation de traitement de déchets dangereux.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, elle a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 225/2000 du 13 janvier 2000 modifié pour les rubriques 2718, 2790, 2713 et 2714 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Contrôle du respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure n° 1287/2023/DREAL/UD88 du 28 novembre 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Disposition et aménagement des installations	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 28/11/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles de l'inspection en date du 1^{er} mars 2024 ont permis de vérifier les actions entreprises pour se conformer aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 1287/2023/DREAL/UD88 du 28 novembre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Disposition et aménagement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 28/11/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit évacuer les stockages de contenants vides usagés présents à l'extérieur des Hall 1, 2 et 3.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 19 septembre 2023, l'Inspection avait constaté la présence de stockages de contenants vides usagés présents à l'extérieur des Hall 1, 2 et 3 ; stockages non autorisés par l'arrêté d'autorisation du site. Lors de la visite du 1 ^{er} mars 2024, l'inspection a constaté que tous contenants usagés ont été retirés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure